

1° la Loi sur l'exportation de l'électricité (chapitre E-23);

2° la Loi sur les produits pétroliers (chapitre P-30.01);

3° la Loi mettant fin à la recherche d'hydrocarbures ou de réservoirs souterrains, à la production d'hydrocarbures et à l'exploitation de la saumure (chapitre R-1.01);

4° la Loi sur la Régie de l'énergie (chapitre R-6.01);

5° la Loi sur le régime des eaux (chapitre R-13);

6° la Loi sur le stockage de gaz naturel et sur les conduites de gaz naturel et de pétrole (chapitre S-34.1);

7° la Loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw (2020, chapitre 18);

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif, soit confiée au ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie la responsabilité de l'application des lois suivantes :

1° la Loi sur le mode de paiement des services d'électricité et de gaz dans certains immeubles (chapitre M-37);

2° la Loi sur les systèmes municipaux et les systèmes privés d'électricité (chapitre S-41), sauf à l'égard des responsabilités confiées par celle-ci au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire;

QUE, conformément à l'article 25 de la Loi sur la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville et abrogeant la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité (1986, chapitre 21), soit confiée au ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie la responsabilité de l'application de cette loi;

QUE, conformément à l'article 8 de la Loi concernant la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange canadien (chapitre M-35.1.1.1), soit confiée au ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie la responsabilité de l'application de cette loi;

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif, soient confiées au ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie les fonctions et les responsabilités suivantes :

1° accompagner les petites et moyennes entreprises en proposant des politiques et des programmes destinés à favoriser la création et le maintien de celles-ci et des programmes pour soutenir l'innovation;

2° mettre en place des mécanismes permettant de réduire les coûts administratifs que doivent supporter les petites et moyennes entreprises;

3° l'application de la Politique gouvernementale sur l'allègement réglementaire et administratif – Pour une réglementation intelligente;

QUE, conformément à cet article, soit confiée au ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie la responsabilité de la transformation numérique des entreprises et de l'économie du Québec;

QUE, conformément à cet article, soit confiée au ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie la responsabilité du Programme d'appui au positionnement des alcools québécois dans le réseau de la Société des alcools du Québec visé par le décret numéro 715-2017 du 4 juillet 2017;

QUE le présent décret remplace le décret numéro 1641-2022 du 20 octobre 2022.

*La secrétaire générale associée et greffière adjointe du Secrétariat du Conseil exécutif,*  
JOSÉE DE BELLEFEUILLE

83776

Gouvernement du Québec

## **Décret 1114-2024, 17 juillet 2024**

CONCERNANT la ministre et le ministère des Ressources naturelles et des Forêts

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), les ministre et ministère des Ressources naturelles et de la Faune soient désignés ministre et ministère des Ressources naturelles et des Forêts;

QUE, conformément à l'article 26 de la Loi assurant la mise en œuvre de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec (chapitre M-35.1.2), la ministre des Ressources naturelles et des Forêts soit chargée de l'application du chapitre III de cette loi;

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif, soit confiée à la ministre des Ressources naturelles et des Forêts la responsabilité de l'application des lois suivantes :

1<sup>o</sup> la Loi approuvant la Convention de la Baie James et du Nord québécois (chapitre C-67);

2<sup>o</sup> la Loi approuvant la Convention du Nord-Est québécois (chapitre C-67.1);

3<sup>o</sup> la Loi sur la Société de développement autochtone de la Baie James (chapitre S-9.1), sauf à l'égard des responsabilités confiées par celle-ci au ministre des Finances;

QUE soit confiée à la ministre des Ressources naturelles et des Forêts la responsabilité de l'application des lois suivantes :

1<sup>o</sup> la Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière (chapitre M-11.5), et ce, conformément à l'article 54 de cette loi;

2<sup>o</sup> la Loi sur la Société du Plan Nord (chapitre S-16.011), et ce, conformément à l'article 104 de cette loi;

QUE le présent décret remplace le décret numéro 1662-2022 du 20 octobre 2022.

*La secrétaire générale associée et greffière adjointe du Secrétariat du Conseil exécutif,*

JOSÉE DE BELLEFEUILLE

83777

Gouvernement du Québec

## Décret 1115-2024, 17 juillet 2024

CONCERNANT le ministre et le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), le ministre et le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs soient désignés ministre et ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs;

QUE, conformément à cet article, soient confiées au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs les fonctions et les responsabilités du ministre des Ressources naturelles et de la Faune, à l'égard de la faune, prévues notamment par les lois suivantes :

1<sup>o</sup> la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2);

2<sup>o</sup> la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (chapitre D-13.1);

3<sup>o</sup> la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables (chapitre E-12.01);

4<sup>o</sup> la Loi sur le programme d'aide aux Inuit bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage (chapitre P-30.2);

QUE, conformément à cet article, soient confiées au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs les fonctions et les responsabilités du ministre des Ressources naturelles et de la Faune prévues par la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1), de même que la responsabilité de l'application des articles 42 et 43 de cette loi, et ce, conformément à l'article 192 de cette loi, à l'exception des responsabilités confiées au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation par le décret numéro 691-2020 du 30 juin 2020;

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif, soit confiée au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs la responsabilité de l'application de la Loi portant délimitation de la ligne des hautes eaux du fleuve Saint-Laurent sur le territoire de la Municipalité régionale de comté de La Côte-de-Beaupré (1999, chapitre 84);

QUE le présent décret remplace le décret numéro 1645-2022 du 20 octobre 2022.

*La secrétaire générale associée et greffière adjointe du Secrétariat du Conseil exécutif,*

JOSÉE DE BELLEFEUILLE

83778